



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/39/866

S/16959

15 février 1985

FRANCAIS

ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLEE GENERALE

Trente-neuvième session

Point 25 de l'ordre du jour

LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE :

MENACES CONTRE LA PAIX ET LA

SECURITE INTERNATIONALES ET

INITIATIVES DE PAIX

CONSEIL DE SECURITE

Quarantième année

Lettre datée du 15 février 1985, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
du Honduras auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte du communiqué conjoint signé le 14 février 1985 à San José (Costa Rica) par les Ministres des relations extérieures du Honduras, d'El Salvador et du Costa Rica.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et le texte joint en annexe, qui a déjà été communiqué à l'Organisation des Etats américains, comme document officiel de l'Assemblée générale (trente-neuvième session), au titre du point 25 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Ministre plénipotentiaire,

Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) Hernán Antonio BERMUDEZ A.

ANNEXE

COMMUNIQUE CONJOINT

Les Ministres des relations extérieures d'El Salvador, du Honduras et du Costa Rica, qui se sont réunis à San José, les 13 et 14 février 1985, sur l'invitation du Ministre des relations extérieures du Costa Rica, pour procéder à un tour d'horizon de la situation actuelle en Amérique centrale, ont convenu de publier le communiqué suivant :

Les Ministres des relations extérieures du Costa Rica, d'El Salvador et du Honduras :

1. Soulignent que la décision des Gouvernements salvadorien, hondurien et costa-ricien de ne pas participer à la réunion convoquée par le Groupe de Contadora pour les 14 et 15 février à Panama, et donc de provoquer le report de cette réunion, qui ne pourrait avoir lieu en l'absence d'un ou de plusieurs pays d'Amérique centrale, est motivée par la volonté des Gouvernements salvadorien et hondurien de marquer leur soutien à la position adoptée par le Gouvernement costa-ricien, qui défend légitimement le droit d'asile, élément fondamental du droit international américain dont fait fi le Gouvernement nicaraguayen.

2. Déplorent les circonstances qui ont obligé les Gouvernements colombien, mexicain, panaméen et vénézuélien à reporter cette réunion.

3. Se déclarent profondément préoccupés par l'attitude du Gouvernement nicaraguayen qui a violé le droit d'asile de José Manuel Urbina Lara et qui n'a pas pris les mesures demandées par le Gouvernement costa-ricien, l'Organisation des Etats américains et le Groupe de Contadora pour résoudre le problème qu'il avait lui-même créé.

4. Réaffirment le ferme appui de leur gouvernement au processus de paix engagé par le Groupe de Contadora, se félicitent des progrès notables réalisés depuis janvier 1983, et réaffirment la volonté de leur gouvernement de poursuivre la recherche d'une solution pacifique de la crise en Amérique centrale.

5. Annoncent que, parallèlement à leurs entretiens, s'est déroulée une réunion du groupe de conseillers des trois gouvernements participants, réunion qui doit se poursuivre un jour encore et doit aboutir à la rédaction d'un document sur les mécanismes de vérification et de contrôle internationaux de l'application des accords qui pourraient être conclus dans le cadre du processus de paix. Les Gouvernements salvadorien, hondurien et costa-ricien entendent ainsi réaffirmer leur volonté de contribuer efficacement au processus de négociation, car c'est en définitive aux pays d'Amérique centrale qu'il appartient de formuler, de conclure et d'appliquer des accords propres à assurer une paix authentique et durable dans la région. Les résultats de cette réunion seront immédiatement soumis au Groupe de Contadora, pour qu'il les analyse en temps utile.

6. Lancement un appel au Gouvernement nicaraguayen pour qu'il règle rapidement, et de façon satisfaisante, le cas d'Urbina Lara.

Les Ministres des relations extérieures d'El Salvador et du Honduras remercient le Ministre des relations extérieures du Costa Rica de l'hospitalité qu'il leur a accordée pendant leur séjour à San José.

Fait à la "Casa Amarilla" le 14 février 1985 à 18 heures.

Le Ministres des relations extérieures
du Honduras,

(Signé) Edgardo PAZ BARNICA

Le Ministre des relations extérieures
d'El Salvador,

(Signé) José Eduardo TENORIO

Le Ministre des relations extérieures
du Costa Rica,

(Signé) Carlos José GUTIERREZ

